

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1586

[2004/201265]

1^{er} AVRIL 2004. — Décret relatif au transport et aux plans de déplacements scolaires (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Généralités

Section 1^{re}. — Champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci. Il règle également une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

§ 2. Il est applicable sur le territoire de la Région wallonne à l'exception du chapitre 4 qui est applicable sur le territoire de la région de langue française.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1^o « publics scolaires » : les élèves, enseignants, membres du personnel de l'école et toutes autres personnes effectuant régulièrement des déplacements de ou vers l'école;

2^o « plan de déplacements scolaires » : un ensemble de mesures concertées visant à gérer les déplacements scolaires dans une perspective de développement durable.

Le transport interne dont il est fait référence à l'article 3 de l'accord de coopération relatif à la problématique des transports scolaires, conclu à Namur le 25 mai 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne, n'est toutefois pas concerné, et ce, quel que soit le pouvoir organisateur;

3^o « loi du 29 mai 1959 » : la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

4^o « distance raisonnable » : la distance fixée en application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959;

5^o « transport scolaire » : le transport des élèves au départ des points d'embarquement vers l'école organisée ou subventionnée par la Communauté française et inversement, et ce, en exécution de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959. Ce transport comprend le transport d'élèves de libre choix et le transport d'élèves de commodité;

6^o « transport d'élèves de libre choix » :

— dans l'enseignement ordinaire : le transport des élèves vers l'école la plus proche de leur domicile, répondant au caractère confessionnel ou non confessionnel choisi, organisant l'orientation d'études choisies et située au-delà de la distance raisonnable;

— dans l'enseignement spécial : le transport des élèves vers l'école la plus proche de la résidence, du home ou de la famille d'accueil au sens de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, dispensant un enseignement adapté en fonction de la typologie réglementaire, répondant au caractère confessionnel ou non confessionnel choisi, et organisant l'orientation d'études souhaitée.

Est également réputé transport de libre choix le transport des élèves en intégration permanente, c'est-à-dire des élèves qui poursuivent toute leur scolarité dans l'enseignement ordinaire, tout en bénéficiant, en fonction de leurs besoins, de la gratuité du transport, après avis de la commission territoriale compétente, et d'un accompagnement assuré par l'enseignement spécial;

7^o « transport d'élèves de commodité » : le transport des élèves de l'enseignement ordinaire vers l'école confessionnelle ou non confessionnelle la plus proche de leur domicile, lequel est situé à une distance inférieure à la distance raisonnable;

8^o « école la plus proche » : l'école ou l'implantation qui se situe à la distance la plus courte possible du domicile, de la résidence, du home ou de la famille d'accueil mesurée par la chaussée.

Dans l'enseignement fondamental ordinaire, la proximité d'une école ou implantation par rapport au domicile d'un élève peut être déterminée par comparaison aux seules écoles ou implantations qui se situent sur le territoire de la même commune que celle du domicile de l'élève, celles s'y trouvant à une distance inférieure à 4 kilomètres étant toutes réputées la plus proche;

9^o « covoiturage » : le transport non rémunéré d'élèves consistant dans la mise à disposition par une personne physique d'une ou plusieurs places dans un véhicule de type voiture particulière de catégorie M1, qu'elle conduit sur un itinéraire prédéfini ne passant qu'une seule fois par une même implantation d'école;

10° « société de transport en commun » : une des sociétés visées à l'article 18 du décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne;

11° « domicile » :

a. le lieu où l'élève a son principal établissement au sens de l'article 102 du Code civil;

b. en l'absence de cohabitation des père et mère :

— soit le domicile du parent qui a la garde de l'élève;

— soit, en cas de garde alternée, le domicile respectif des père et mère;

c. le lieu où réside effectivement l'élève lorsqu'il est placé dans un établissement d'hébergement, dans un internat, dans un home ou dans une famille d'accueil, en vertu de la législation sur la protection de la jeunesse.

CHAPITRE II. — *Des commissions de déplacements scolaires*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 3. Les commissions de déplacements scolaires sont structurées sur trois niveaux :

— une commission wallonne;

— six commissions territoriales;

— des commissions d'école.

Art. 4. § 1^{er}. Le ressort territorial de la commission wallonne est l'ensemble du territoire de la Région wallonne.

§ 2. Il est créé six commissions territoriales dont le ressort correspond au périmètre d'exploitation des sociétés de transport en commun, à l'exception de la région de Namur-Luxembourg, où il existe une commission pour le territoire de la province de Namur et une pour le territoire de la province de Luxembourg.

Art. 5. Si une intervention financière de la Région est sollicitée, une commission d'école est créée à l'initiative et sous la responsabilité du pouvoir organisateur de chaque école en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de déplacements scolaires dans le cadre du présent décret.

Section 2. — Missions

Art. 6. La commission wallonne a pour missions de :

1° transmettre au Gouvernement, d'initiative ou à sa demande, son avis sur :

— les questions relatives à l'incidence des déplacements scolaires sur la qualité du cadre de vie;

— les questions relatives au transport scolaire;

2° connaître des recours introduits par les services du Gouvernement ou un membre d'une commission territoriale contre les délibérations relatives au droit au transport;

3° assurer une concertation en vue du respect du Pacte scolaire pour ce qui concerne le transport et les plans de déplacements scolaires.

Art. 7. § 1^{er}. Les commissions territoriales ont pour missions de :

1° coordonner les plans de déplacements scolaires dans leur ressort territorial;

2° transmettre au Gouvernement, d'initiative ou à sa demande, leur avis sur :

— les questions particulières relatives au droit au transport, en ce compris les demandes de dérogation;

— les restructurations des services réguliers spécialisés de transport scolaire;

— les questions relatives à l'incidence des déplacements scolaires sur la qualité du cadre de vie dans leur ressort territorial;

3° assurer une concertation en vue du respect du Pacte scolaire pour ce qui concerne le transport et les plans de déplacements scolaires.

§ 2. Si une commission territoriale de déplacements scolaires ne parvient pas à émettre valablement un avis dans le délai fixé par le Gouvernement, le dossier est évoqué auprès de la commission wallonne.

Art. 8. La coordination des plans de déplacements scolaires consiste en :

1° la sensibilisation, l'information et la promotion des plans auprès des écoles;

2° l'avis au Gouvernement des écoles et ensembles d'écoles à soutenir prioritairement;

3° les avis sur les plans et leur cohérence, le cas échéant, par rapport aux plans communaux de mobilité et aux plans de déplacements scolaires des écoles voisines;

4° l'évaluation des réalisations.

Art. 9. Les commissions d'école ont pour missions de :

1° sensibiliser les publics scolaires aux objectifs assignés aux plans de déplacements scolaires;

2° élaborer les plans de déplacements scolaires;

3° soumettre les projets de plans aux commissions territoriales et aux collèges des bourgmestre et échevins;

4° mettre en œuvre les actions prévues par les plans, conformément à l'article 27.

Section 3. — Composition

Art. 10. § 1^{er}. La commission wallonne est composée de :

- un représentant du Gouvernement, désigné parmi les agents des services du Gouvernement;
- deux membres représentant l'enseignement organisé par la Communauté française, réputés représenter l'enseignement non confessionnel;
- deux membres représentant l'enseignement libre subventionné, réputés représenter l'enseignement confessionnel;
- deux membres représentant l'enseignement officiel subventionné;
- un membre représentant la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel, réputé non confessionnel;
- un membre représentant l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique, réputé confessionnel;
- un représentant de la Société régionale wallonne du Transport;
- un représentant de l'association des transporteurs professionnels la plus représentative;
- deux secrétaires de commission territoriale.

§ 2. Un représentant du Collège de la Commission communautaire française et un représentant de l'Union des Villes et Communes de Wallonie sont invités à chaque réunion avec voix consultative.

Art. 11. Les commissions territoriales sont composées de :

- deux représentants du Gouvernement, désignés parmi les agents des services du Gouvernement;
- deux membres représentant l'enseignement organisé par la Communauté française, réputés représenter l'enseignement non confessionnel;
- deux membres représentant l'enseignement libre subventionné, réputés représenter l'enseignement confessionnel;
- deux membres représentant l'enseignement officiel subventionné;
- un membre représentant la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel, réputé non confessionnel;
- un membre représentant l'enseignement libre subventionné, réputé représenter l'enseignement non confessionnel, pour autant qu'il existe au moins un pouvoir organisateur dans la zone concernée et qu'une demande de représentation soit adressée au Gouvernement;
- un membre représentant l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique, réputé confessionnel;
- un représentant de la société de transport en commun dont le périmètre d'exploitation est concerné par le ressort territorial;
- un représentant de l'association des transporteurs professionnels la plus représentative.

Art. 12. Les membres des commissions wallonne et territoriales sont désignés par le Gouvernement pour une durée de cinq ans, sur proposition des organismes concernés. Chaque membre effectif a un suppléant, nommé en même temps et de la même manière.

Art. 13. Les commissions d'école sont composées de :

- représentants du pouvoir organisateur;
- représentants de la communauté éducative;
- représentants de parents;
- représentants d'élèves, dans l'enseignement secondaire ordinaire.

Les éventuelles règles relatives à la composition de ces commissions seront soumises à l'avis du Gouvernement de la Communauté française.

Section 4. — Fonctionnement

Art. 14. § 1^{er}. Sur proposition de la commission wallonne, le Gouvernement adopte un règlement d'ordre intérieur applicable à la commission wallonne et aux commissions territoriales.

§ 2. Le fonctionnement de chaque commission d'école est déterminé par le pouvoir organisateur de l'école concerné.

Art. 15. La commission wallonne est présidée par le représentant du Gouvernement. Les commissions territoriales sont présidées alternativement par un représentant de l'enseignement confessionnel et par un représentant de l'enseignement non confessionnel.

Art. 16. Pour les délibérations relatives au droit au transport, seuls les représentants des pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement et les représentants des organisations de parents d'élèves ont voix délibérative. Les délibérations sont valablement prises, pour autant que chaque pouvoir organisateur soit représenté et que la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés soit atteinte. Il n'est toutefois pas tenu compte du représentant éventuel de l'enseignement libre subventionné non confessionnel pour le respect de la règle de quorum.

Art. 17. § 1^{er}. Le secrétariat des commissions territoriales est assuré par un secrétaire de commission désigné par le Gouvernement pour un terme de cinq ans renouvelable.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions, les règles et la procédure de sélection des secrétaires basée sur un profil de fonction.

§ 3. Les secrétaires exercent leur fonction à temps plein selon le même horaire de travail hebdomadaire que celui qui est applicable aux membres du personnel des services du Gouvernement wallon. Ils ne peuvent cumuler des activités professionnelles.

Par activité professionnelle, il faut entendre, au sens du présent décret, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 20 du Code des impôts sur les revenus.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut autoriser le cumul d'activités professionnelles sur demande écrite et préalable de l'agent, accompagnée de l'avis rendu sur la demande par la commission wallonne de déplacements scolaires.

Les secrétaires ne peuvent exercer de fonction au sein de la Société régionale wallonne du Transport, d'une société de transport en commun ou d'une société privée exploitant un service régulier spécialisé de transport scolaire conformément à l'article 40, § 2. Le Gouvernement détermine les autres règles d'incompatibilité.

Les secrétaires de commission peuvent sur invitation du conseil d'administration de chaque société de transport en commun concernée participer avec voix consultative aux discussions relatives au transport et aux plans de déplacements scolaires. En cas de restructuration de services réguliers spécialisés de transport scolaire, les secrétaires de commission sont obligatoirement invités.

§ 4. Les secrétaires sont placés sous l'autorité fonctionnelle et dans la ligne hiérarchique des services du Gouvernement.

Art. 18. Le Gouvernement octroie des jetons de présence et des indemnités de déplacement aux membres des commissions wallonne et territoriales représentant les pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement et les organisations de parents d'élèves.

CHAPITRE III. — Des plans de déplacements scolaires

Section 1^{re}. — Objectifs

Art. 19. Les plans de déplacements scolaires ont pour objectifs d'améliorer la sécurité, l'environnement et la qualité de vie sur le chemin et aux abords des écoles par la sensibilisation et la responsabilisation des publics scolaires face aux problèmes de pollution et de sécurité. Les plans de déplacements scolaires visent également à redonner confiance aux parents quant à la sécurité des déplacements scolaires.

Section 2. — Elaboration et mise en œuvre

Art. 20. Les plans de déplacements scolaires pour lesquels une intervention financière de la Région est sollicitée sont soumis à la procédure d'élaboration suivante.

Art. 21. Un plan est élaboré par une commission d'école ou par un ensemble de commissions d'écoles en commun. Une commission d'école est mise en place au sein de chaque école.

Art. 22. Un projet de plan est réalisé en respectant les étapes suivantes :

- l'établissement d'un profil d'accessibilité de l'école repris dans une fiche d'accessibilité multimodale;
- un diagnostic des comportements de mobilité des différents publics scolaires;
- la définition d'actions à mettre en œuvre.

Art. 23. § 1^{er}. Une concertation entre les différents acteurs est organisée en deux phases :

— après la mise en place des commissions d'école et avant l'établissement d'un profil d'accessibilité, le secrétaire de la commission territoriale et le collège des bourgmestre et échevins organisent une réunion d'information avec la ou les commissions d'écoles concernées et la commission communale chargée du suivi du plan communal de mobilité. En l'absence d'une telle commission, la réunion se tient avec la ou les commissions d'écoles concernées et des représentants de la commune. Un représentant de la zone de police, un représentant de la société de transport en commun et des représentants des services du Gouvernement sont également invités;

— après la définition des actions à mettre en œuvre, le secrétaire de la commission territoriale et le collège des bourgmestre et échevins organisent une réunion de concertation au sujet de ces actions avec la ou les commissions d'écoles concernées et la commission communale chargée du suivi du plan communal de mobilité. En l'absence d'une telle commission, la réunion se tient avec la ou les commissions d'écoles concernées et des représentants de la commune; un représentant de la zone de police, un représentant de la société de transport en commun et des représentants des services du Gouvernement sont également invités.

§ 2. Les propositions d'actions relatives à la sécurisation des abords d'école, notamment par des aménagements d'infrastructure communale ou régionale, sont discutées dans ce cadre.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins est informé de l'évolution du projet à toutes les étapes de la procédure d'élaboration.

Art. 24. Le projet de plan est soumis pour avis au collège des bourgmestre et échevins. L'accord du collège est nécessaire pour les actions qui impliquent une intervention de la commune, notamment l'aménagement d'infrastructure ou l'affectation de personnel pour la sécurité. Les actions du projet doivent être respectueuses du Code de la rue.

Art. 25. Le projet de plan est ensuite soumis pour avis à la commission territoriale de mobilité scolaire compétente, avec l'avis du collège et, le cas échéant, l'accord de ce dernier.

Art. 26. Le Ministre qui a les Transports scolaires dans ses attributions valide la procédure d'élaboration du plan et prend acte de celui-ci et des avis qui y sont joints.

Art. 27. A l'exception des actions relatives aux compétences de la Région wallonne et des communes, le plan est mis en œuvre par chaque commission d'école, qui peut, le cas échéant, solliciter l'aide de la commission territoriale.

En ce qui concerne les actions relatives aux aménagements d'infrastructures, le plan est mis en œuvre par le gestionnaire de voirie.

Art. 28. Annuellement, chaque commission d'école évalue son plan et adapte les actions à mettre en œuvre le cas échéant. La procédure d'adaptation est similaire à la procédure d'élaboration des articles 21 à 27.

Section 3. — Financement

Art. 29. Le Gouvernement arrête les conditions et les modalités de financement de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans de déplacements scolaires. Dans la limite des crédits budgétaires, il peut octroyer des subventions à des personnes morales de droit public ou privé pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces plans.

CHAPITRE IV. — *Du transport scolaire*

Section 1^{re}. — Missions

Art. 30. Le Gouvernement est chargé d'assurer le transport des élèves de libre choix fréquentant les écoles situées sur le territoire de la région de langue française.

Art. 31. Pour autant que l'élève ne puisse rejoindre par ses propres moyens l'école fréquentée, le Gouvernement peut également organiser, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, le transport des élèves de commodité fréquentant les écoles situées sur le territoire de la région de langue française. L'accessibilité à l'école est appréciée pour chaque élève en tenant compte de la sécurité, de son autonomie de déplacement et de la durée du parcours.

Section 2. — Dérogations

Art. 32. Moyennant l'avis unanime motivé de la commission territoriale de déplacements scolaires concernée, le Gouvernement peut autoriser la prise en charge, pour une année scolaire, d'élèves fréquentant une école répondant au choix reconnu des parents, par l'application de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959, qui n'est pas la plus proche de leur domicile, de leur résidence, home ou famille d'accueil.

Cette autorisation ne peut être accordée que pour réduire le coût de l'organisation du transport, sans diminuer la qualité du service, ou pour améliorer le service, sans augmenter le coût de l'organisation.

Art. 33. Sans préjudice des dispositions de l'article 2, 8^o, du présent décret, dans l'enseignement fondamental ordinaire, moyennant l'avis unanime motivé de la commission territoriale de déplacements scolaires concernée, le Gouvernement peut autoriser la prise en charge d'élèves vers l'école de leur choix, pour autant qu'elle se situe dans un rayon n'excédant pas la distance raisonnable par rapport à leur domicile. Cette prise en charge ne peut dégrader l'organisation des services de transport existants en termes de mobilité dans la zone concernée.

Section 3. — Organisation

Art. 34. § 1^{er}. Le Gouvernement confie l'établissement et l'organisation des services de transport scolaire à la société de transport en commun compétente territorialement.

Les obligations respectives relevant de cette mission sont prévues dans un contrat de gestion signé entre le Gouvernement, la Société régionale wallonne du transport et la société de transport en commun.

§ 2. Le transport scolaire s'effectue prioritairement par la voie des services réguliers existants ou adaptés. A défaut, la société de transport en commun organise des services réguliers spécialisés.

Art. 35. § 1^{er}. Les services du Gouvernement déterminent la situation de chaque élève au regard de l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 et qualifient le transport sollicité au regard de l'article 2 ci-avant.

§ 2. Une commission territoriale de déplacements scolaires peut se saisir d'un cas particulier de son ressort territorial et demander aux services du Gouvernement de reconsidérer la décision.

§ 3. Si les services du Gouvernement maintiennent leur position, un recours peut être introduit par tout membre de ladite commission territoriale auprès de la commission wallonne de déplacements scolaires qui décide en dernier ressort, dans le respect de l'article 16.

Art. 36. Les services du Gouvernement assurent le respect de la réglementation et veillent à l'exécution par la société de transport en commun de ses obligations résultant du contrat de gestion.

Art. 37. Suivant les modalités qu'il détermine, le Gouvernement met en place l'accompagnement, l'assistance et la surveillance des élèves bénéficiant du transport scolaire pendant la durée du parcours.

Art. 38. Le Gouvernement détermine les conditions et les normes qualitatives de prise en charge et de transport des élèves pour les services réguliers spécialisés de transport scolaire.

Section 4. — Tarification

Art. 39. § 1^{er}. Le prix du transport scolaire est fixé suivant le tarif arrêté par le Gouvernement pour le transport de voyageurs sur le réseau des sociétés de transport en commun. Le transport des élèves dits de commodité est organisé sans pour autant dispenser l'élève du paiement des frais dus normalement pour l'usage des transports en commun.

§ 2. Les élèves relevant de l'enseignement spécial bénéficient de la gratuité du transport, à l'exception de ceux soumis à une dérogation conformément à l'article 32, qui acquittent le prix visé au § 1^{er}.

§ 3. Les élèves relevant de l'enseignement ordinaire bénéficiant du transport scolaire de libre choix acquittent le prix visé au § 1^{er} à concurrence du montant correspondant à la distance raisonnable. Cette exception ne vaut pas pour les élèves bénéficiant d'une dérogation qui acquittent le prix visé au § 1^{er}.

§ 4. Le Gouvernement détermine selon quelles modalités les élèves jouissant du droit au transport bénéficient des mêmes avantages tarifaires que les titulaires d'un abonnement scolaire sur les lignes régulières.

CHAPITRE V. — *Autorisation*

Art. 40. § 1^{er}. L'exploitation d'un service régulier spécialisé de transport scolaire est soumise à autorisation. Cette autorisation est délivrée par le Gouvernement à la société de transport en commun compétente territorialement pour une durée maximale de dix ans. Elle peut être renouvelée.

§ 2. Les sociétés de transport en commun peuvent affermer l'exploitation des services réguliers spécialisés de transport scolaire.

§ 3. L'exploitation d'un service régulier spécialisé de transport scolaire s'effectue conformément aux dispositions d'un cahier des charges approuvé par le Gouvernement.

Art. 41. § 1^{er}. L'autorisation d'exploiter un service régulier spécialisé de transport scolaire est refusée ou retirée si les élèves ne remplissent pas les conditions pour bénéficier d'un transport d'élèves de libre choix ou de commodité.

L'autorisation de transport n'est pas requise pour le transport d'élèves effectué dans le cadre de la cellule familiale ou d'un covoiturage.

§ 2. Celui qui organise ou exécute un transport d'élèves non autorisé au sens du § 1^{er} est puni d'une amende journalière de 25 à 250 euros. L'amende est appliquée à compter de la notification du procès-verbal visé au § 3 et elle court inclusivement jusqu'au jour où le contrevenant a cessé d'organiser ou d'exécuter le transport incriminé.

§ 3. Cette infraction fait l'objet d'un procès-verbal établi, dans les trois jours ouvrables à dater de sa constatation, par les fonctionnaires désignés à cet effet par le Gouvernement. Le procès-verbal fait foi jusqu'à preuve du contraire.

Dans les dix jours qui suivent la date du procès-verbal, ces mêmes fonctionnaires en notifient copie au contrevenant et au fonctionnaire délégué par le Gouvernement.

Le contrevenant dispose de quinze jours à dater de la notification du procès-verbal pour faire valoir ses moyens de défense.

§ 4. S'il estime ne pas devoir faire droit aux moyens de défense du contrevenant, le fonctionnaire délégué fixe le montant de l'amende et notifie sa décision au contrevenant. Le Gouvernement statue sur les requêtes ayant pour objet la remise ou la réduction des amendes infligées en application du présent article.

§ 5. Si une nouvelle infraction est constatée dans les trois ans à compter de la date de notification du procès-verbal, les montants visés au § 2 sont doublés.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales, modificatives et abrogatoires

Art. 42. Le Gouvernement transmet chaque année au Conseil régional wallon un rapport sur l'application du présent décret. Il en adresse une copie aux commissions wallonne et territoriales de déplacements scolaires.

Art. 43. A l'article 13, §§ 1^{er} et 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et autocars ainsi qu'à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 31 juillet 1980 fixant les conditions d'octroi des autorisations de services spéciaux d'autobus, la référence à la loi du 26 avril 1962 relative au transport en commun des élèves des établissements d'enseignement est remplacée par une référence au présent décret.

Art. 44. Les élèves bénéficiant du droit au transport à l'entrée en vigueur du présent décret peuvent continuer, après avis de la commission territoriale, à bénéficier de ce droit si l'école fréquentée change de caractère en raison de l'application du décret de la Communauté française du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement.

L'élève de l'enseignement fondamental peut garder ce droit jusqu'à la fin de ses études fondamentales dans la même école.

L'élève de l'enseignement secondaire peut garder ce droit jusqu'à la fin de ses études secondaires dans la même école.

Art. 45. Le décret du 16 juillet 1998 portant réglementation du transport des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française sur le territoire de la région de langue française et l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 déterminant la compétence territoriale, la composition et le fonctionnement des commissions consultatives du transport scolaire sont abrogés.

Art. 46. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2004. Le terme de cinq ans visé à l'article 17 prend cours au 1^{er} juillet 2004 pour les secrétaires de commission désignés par le Gouvernement à cette date.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 634 (2003-2004), n^{os} 1 à 11.

Compte rendu intégral, séance publique du 31 mars 2004.

Discussion. Vote.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1586

[2004/201265]

1 APRIL 2004. — Decreet betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen**Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet. Het regelt eveneens een materie bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

§ 2. Het is toepasselijk op het grondgebied van het Waalse Gewest, met uitzondering van hoofdstuk 4, dat toepasselijk is op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Afdeling 2. — Begripsomschrijving

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « schoolpubliek » : de leerlingen, onderwijzers, personeelsleden van de school en alle andere personen die zich regelmatig van of naar school verplaatsen;

2° « plan inzake schoolverplaatsingen » : een geheel van overlegde maatregelen om de schoolverplaatsingen in een perspectief van duurzame ontwikkeling te beheren.

Het slaat echter niet op het intern vervoer, ongeacht de inrichtende macht, bedoeld in artikel 3 van het samenwerkingsakkoord betreffende de problematiek van het schoolvervoer, op 25 mei 1998 te Namen gesloten tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van het Waalse Gewest;

3° « wet van 29 mei 1959 » : de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

4° « redelijke afstand » : de afstand vastgelegd overeenkomstig artikel 4 van de wet van 29 mei 1959;

5° « schoolvervoer » : het vervoer van leerlingen vanaf de instappunten naar de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde school en omgekeerd, overeenkomstig artikel 4 van de wet van 29 mei 1959. Dat vervoer omvat het leerlingenvervoer naar vrije keuze en het leerlingenvervoer gemakshalve;

6° « leerlingenvervoer naar vrije keuze » :

— in het gewoon onderwijs : het vervoer van de leerlingen naar de dichtst bij hun woonplaats gelegen school, waar rekening gehouden wordt met het al dan niet confessionele gekozen karakter, waar de gekozen studierichting georganiseerd wordt en die gelegen is op een grotere afstand dan de redelijke afstand;

— in het buitengewoon onderwijs : het vervoer van de leerlingen naar de dichtst bij de verblijfplaats, het tehuis of het pleeggezin gelegen school in de zin van de wet op het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs, waar een al naar gelang de reglementaire typologie aangepast onderwijs gegeven wordt, waar rekening gehouden wordt met het al dan niet confessionele gekozen karakter en waar de gewenste studierichting georganiseerd wordt.

Als vervoer naar vrije keuze wordt eveneens beschouwd het vervoer van leerlingen in permanente integratie, m.a.w. leerlingen die hun hele schooltijd in het gewoon onderwijs doorbrengen en al naar gelang hun behoeften na advies van de territoriaal bevoegde commissie in aanmerking komen voor gratis vervoer en voor een begeleiding waarvoor het bijzonder onderwijs instaat;

7° « leerlingenvervoer gemakshalve » : het vervoer van leerlingen van het gewoon onderwijs naar de al dan niet confessionele school die het dichtst bij hun woonplaats ligt, waarbij de woonplaats gelegen is op een afstand die kleiner is dan de redelijke afstand;

8° « dichtstbij gelegen school » : school of vestiging gelegen op de kleinste wegafstand van de woonplaats, de verblijfplaats, het tehuis of het pleeggezin.

In het gewoon fundamenteel onderwijs kan de nabijheid van een school of van een vestiging t.o.v. van de woonplaats van een leerling enkel bepaald worden in vergelijking met de scholen of vestigingen gelegen op het grondgebied van dezelfde gemeente als die van de woonplaats van de leerling, waarbij degene die op minder dan 4 kilometer gelegen zijn als de dichtstbij gelegen beschouwd worden;

9° « carpooling » : onbezoldigd leerlingenvervoer waarmee een natuurlijke persoon één of meer plaatsen ter beschikking stelt in een voertuig van het type privé-wagen van categorie MI dat hij bestuurt op een vooraf bepaald traject dat slechts één keer langs dezelfde schoolinrichting komt;

10° « openbare vervoersmaatschappij » : één van de maatschappijen bedoeld in artikel 18 van het decreet van 21 december 1989 betreffende de dienst voor openbaar personenvervoer in het Waalse Gewest;

11° « woonplaats » :

a. de plaats waar de leerling zijn hoofdverblijf heeft in de zin van artikel 102 van het Burgerlijk Wetboek;

b. als de vader en de moeder niet samenwonen :

— hetzij de woonplaats van de ouder die op de leerling past;

— hetzij de respectieve woonplaats van de vader en van de moeder als beiden beurtelings op de leerling passen;

c. de plaats waar de leerling daadwerkelijk verblijft als hij overeenkomstig de wetgeving op de jeugdbescherming in een opvanginrichting, een internaat, een tehuis of een pleeggezin geplaatst wordt.

HOOFDSTUK II. — *Commissies voor schoolverplaatsingen*

Art. 3. De Commissies voor schoolverplaatsingen zijn gestructureerd op drie niveaus :

- een Waalse commissie;
- zes territoriale commissies;
- schoolcommissies.

Art. 4. § 1. Het territoriale ambtsgebied van de Waalse commissie bestrijkt het hele grondgebied van het Waalse Gewest.

§ 2. Er worden zes territoriale commissies opgericht waarvan het ambtsgebied overeenstemt met de exploitatie-perimeter van de maatschappijen voor openbaar vervoer, met uitzondering van de regio Namen-Luxemburg, waar er één commissie voor het grondgebied van de provincie Namen is en één voor het grondgebied van de provincie Luxemburg.

Art. 5. Als het Gewest om een financiële tegemoetkoming verzocht wordt, wordt op initiatief en onder de verantwoordelijkheid van de inrichtende macht van elke school een schoolcommissie opgericht met het oog op het uitwerken en uitvoeren van een plan inzake schoolverplaatsingen in het kader van dit decreet.

Afdeling 2. — Opdrachten

Art. 6. De Waalse commissie vervult de volgende opdrachten :

1° ze geeft de Regering op eigen initiatief of op verzoek advies over :

- de vraagstukken betreffende de weerslag van de schoolverplaatsingen op de kwaliteit van het levenskader;
- de vraagstukken betreffende het schoolvervoer;

2° ze nemen kennis van de beroepen ingesteld door de diensten van de Regering of door een lid van een territoriale commissie tegen de beraadslagingen betreffende het recht op vervoer;

3° ze organiseren overleg met het oog op de inachtneming van het Schoolpact wat betreft het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen.

Art. 7. § 1. De territoriale commissies vervullen de volgende opdrachten :

1° ze staan in voor de coördinatie van de plannen inzake schoolverplaatsingen in hun territoriaal ambtsgebied;

2° ze geven de Regering op eigen initiatief of op verzoek advies over :

- de bijzondere vraagstukken betreffende het recht op vervoer, m.i.v. de verzoeken om afwijking;
- de herstructureringen van de gespecialiseerde geregelde diensten voor schoolvervoer;
- de vraagstukken betreffende de weerslag van de schoolverplaatsingen op de kwaliteit van het levenskader in hun territoriaal ambtsgebied;

3° ze staan in voor overleg met het oog op de inachtneming van het Schoolpact wat betreft het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen.

§ 2. Als een territoriale commissie voor schoolverplaatsingen geen geldig advies kan geven binnen de door de Regering vastgelegde termijn, wordt het dossier bij de Waalse commissie aanhangig gemaakt.

Art. 8. De coördinatie van de plannen inzake schoolverplaatsingen bestaat erin :

1° de scholen te sensibiliseren voor, te informeren over de plannen en deze bij hen te bevorderen;

2° het advies van de prioritair te ondersteunen scholen en schoolgehelen aan de Regering over te maken;

3° advies te geven over de plannen en de cohesie ervan, in voorkomend geval, t.o.v. de gemeentelijke mobiliteitsplannen en de plannen inzake schoolverplaatsingen van de naburige scholen;

4° de verwezenlijkingen te evalueren.

Art. 9. De schoolcommissies vervullen de volgende opdrachten :

1° ze sensibiliseren het schoolpubliek voor de doelstellingen toegewezen aan de plannen inzake schoolverplaatsingen;

2° ze werken de plannen inzake schoolverplaatsingen uit;

3° ze leggen de planontwerpen voor aan de territoriale commissies en aan de colleges van burgemeester en schepenen;

4° ze voeren de acties uit waarin de plannen voorzien, overeenkomstig artikel 27.

Afdeling 3. — Samenstelling

Art. 10. § 1. De Waalse commissie bestaat uit :

- één vertegenwoordiger van de Regering, aangewezen onder de ambtenaren van de diensten van de Regering;
- twee leden ter vertegenwoordiging van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs die geacht worden het niet-confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;
- twee leden ter vertegenwoordiging van het gesubsidieerde vrij onderwijs die geacht worden het confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;
- twee leden die het gesubsidieerde officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- één lid ter vertegenwoordiging van de Bond van de oudersverenigingen van het officieel onderwijs, dat geacht wordt niet confessioneel te zijn;

- één lid ter vertegenwoordiging van de Unie van de bonden van oudersverenigingen van het katholiek onderwijs, dat geacht wordt confessioneel te zijn;
- één vertegenwoordiger van de « Société wallonne du Transport » (Waalse Vervoersmaatschappij);
- één vertegenwoordiger van de meest representatieve vereniging van de beroepsvervoerders;
- twee secretarissen van de territoriale commissie.

§ 2. Een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en een vertegenwoordiger van de « Union des Villes et Communes de Wallonie » (Unie van de Steden en Gemeenten van Wallonië) worden uitgenodigd om elke vergadering met raadgevende stem bij te wonen.

Art. 11. De territoriale commissies bestaan uit :

- twee vertegenwoordigers van de Regering, aangewezen onder de ambtenaren van de diensten van de Regering;
- twee leden ter vertegenwoordiging van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, die geacht worden het niet-confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;
- twee leden ter vertegenwoordiging van het gesubsidieerde vrij onderwijs, die geacht worden het confessioneel onderwijs te vertegenwoordigen;
- twee leden die het gesubsidieerde officieel onderwijs vertegenwoordigen;
- één lid ter vertegenwoordiging van de Bond van de oudersverenigingen van het officieel onderwijs, dat geacht wordt niet confessioneel te zijn;
- één lid ter vertegenwoordiging van het gesubsidieerde vrij onderwijs voorzover er minstens één inrichtende macht in de betrokken zone bestaat en voor zover een aanvraag tot vertegenwoordiging aan de Regering wordt gericht;
- één lid ter vertegenwoordiging van de Unie van de bonden van oudersverenigingen van het katholiek onderwijs, dat geacht wordt confessioneel te zijn;
- één vertegenwoordiger van de openbare vervoersmaatschappij waarvan de exploitatieperimeter onder het territoriaal ambtsgebied valt;
- één vertegenwoordiger van de meest representatieve vereniging van de beroepsvervoerders.

Art. 12. De leden van de Waalse en territoriale commissies worden voor vijf jaar door de Regering aangewezen op de voordracht van de betrokken instellingen. Elk gewoon lid heeft een plaatsvervanger, die tegelijkertijd en op dezelfde wijze benoemd wordt.

Art. 13. De schoolcommissies bestaan uit :

- vertegenwoordigers van de inrichtende macht;
- vertegenwoordigers van de educatieve gemeenschap;
- vertegenwoordigers van de ouders;
- vertegenwoordigers van de leerlingen, in het gewoon secundair onderwijs.

Eventuele regels betreffende de samenstelling van die commissies worden voor advies voorgelegd aan de Regering van de Franse Gemeenschap.

Afdeling 4. — Werking

Art. 14. § 1. De Regering neemt op voorstel van de Waalse commissie een huishoudelijk reglement aan dat toepasselijk is op de Waalse commissie en op de territoriale commissies.

§ 2. De werking van elke schoolcommissie wordt bepaald door de inrichtende macht van betrokken school.

Art. 15. De Waalse commissie wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Regering. De territoriale commissies worden beurtelings voorgezeten door een vertegenwoordiger van het confessioneel onderwijs en door een vertegenwoordiger van het niet-confessioneel onderwijs.

Art. 16. Wat betreft de beraadslagingen i.v.m. het recht op vervoer, zijn alleen de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de onderwijsinrichtingen en de vertegenwoordigers van de organisaties van de ouders van leerlingen stemgerechtigd. De beraadslagingen zijn geldig voorzover elke inrichtende macht vertegenwoordigd is en een meerderheid van drie vierde van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden gehaald wordt. Bij de inachtneming van de quorumregel wordt evenwel geen rekening gehouden met de eventuele vertegenwoordiger van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

Art. 17. § 1. Het secretariaat van de territoriale commissies wordt waargenomen door een commissiesecretaris die voor een verlengbare termijn van vijf jaar door de Regering aangewezen wordt.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden, de regels en de procedure voor de selectie van de secretarissen, waarbij een functieprofiel in acht genomen wordt.

§ 3. De secretarissen oefenen een voltijdse functie uit volgens hetzelfde wekelijkse uurrooster als dat van de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering. Ze mogen geen beroepsactiviteiten cumuleren.

In de zin van dit decreet wordt onder beroepsactiviteit verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is dat bedoeld wordt in artikel 20 van het Wetboek op de inkomensbelasting.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering cumul van beroepsactiviteiten toestaan op voorafgaandelijk geschreven verzoek van de ambtenaar, vergezeld van het advies dat de Waalse commissie voor schoolverplaatsingen over het verzoek heeft uitgebracht.

De secretarissen mogen geen functie uitoefenen binnen de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij), een maatschappij voor openbaar vervoer of een private maatschappij die een gespecialiseerde geregelde dienst voor schoolvervoer exploiteert overeenkomstig artikel 40, § 2. De Regering bepaalt de andere regels inzake onverenigbaarheid.

De commissiesecretarissen mogen op uitnodiging van de raad van bestuur van elke betrokken maatschappij voor openbaar vervoer met raadgevende stem deelnemen aan de besprekingen betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen. In geval van herstructurering van gespecialiseerde geregelde diensten voor schoolvervoer worden de commissiesecretarissen verplicht uitgenodigd.

§ 4. De secretarissen staan onder het functionele gezag en in de hiërarchische lijn van de diensten van de Regering.

Art. 18. De Regering kent presentiegeld en reisvergoedingen toe aan de leden van de Waalse en territoriale commissies die de inrichtende machten van de onderwijsinrichtingen en de verenigingen van ouders van leerlingen vertegenwoordigen.

HOOFDSTUK III. — *Plannen inzake schoolverplaatsingen*

Afdeling 1. — Doelstellingen

Art. 19. De plannen inzake schoolverplaatsingen beogen de verbetering van de veiligheid, van het leefmilieu en van de levenskwaliteit op de weg en in de nabijheid van de scholen door het schoolpubliek te sensibiliseren en te responsabiliseren voor de vervuiling- en veiligheidsproblemen. De plannen inzake schoolverplaatsingen dienen ook om de ouders gerust te stellen dank zij veilige schoolverplaatsingen.

Afdeling 2. — Uitwerking en tenuitvoerlegging

Art. 20. De plannen inzake schoolverplaatsingen waarvoor een financiële tegemoetkoming van het Gewest wordt gevraagd, worden onderworpen aan onderstaande uitwerkingsprocedure.

Art. 21. Een plan wordt gezamenlijk uitgewerkt door een schoolcommissie of een geheel van schoolcommissies. Binnen elke school wordt een schoolcommissie opgericht.

Art. 22. Er wordt een planontwerp opgesteld met inachtneming van de volgende etappes :

- opstelling van een profiel inzake de toegankelijkheid van de school, dat opgenomen wordt op een multimodale toegankelijkheidsfiche;
- een diagnose van het mobiliteitsgedrag van elk schoolpubliek;
- de bepaling van de uit te voeren acties.

Art. 23. § 1. De verschillende actoren plegen overleg in twee fasen :

— na oprichting van de schoolcommissies en vóór de opstelling van een toegankelijkheidsprofiel organiseren de secretaris van de territoriale commissie en het college van burgemeester en schepenen een informatievergadering met de betrokken schoolcommissie(s) en de gemeentelijke commissie belast met de opvolging van het gemeentelijke mobiliteitsplan. Bij gebrek aan dergelijke commissie vindt de vergadering plaats met de betrokken schoolcommissie(s) en vertegenwoordigers van de gemeente. Een vertegenwoordiger van de politiezone, een vertegenwoordiger van de maatschappij voor openbaar vervoer en vertegenwoordigers van de diensten van de Regering worden eveneens uitgenodigd;

— na bepaling van de uit te voeren acties beleggen de secretaris van de territoriale commissie en het college van burgemeester en schepenen een overlegvergadering i.v.m. bedoelde acties met de betrokken schoolcommissie(s) en de gemeentelijke commissie belast met de opvolging van het gemeentelijke mobiliteitsplan. Bij gebrek aan dergelijke commissie vindt de vergadering plaats met de betrokken schoolcommissie(s) en vertegenwoordigers van de gemeente. Een vertegenwoordiger van de politiezone, een vertegenwoordiger van de maatschappij voor openbaar vervoer en vertegenwoordigers van de diensten van de Regering worden eveneens uitgenodigd.

§ 2. De voorstellen van acties betreffende de beveiliging van schoolomgevingen, meer bepaald d.m.v. gemeentelijke of gewestelijke infrastructuurinrichtingen, worden in dat kader besproken.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen wordt in kennis gesteld van de evolutie van het project in alle etappes van de uitwerkingsprocedure.

Art. 24. Het planontwerp wordt voor advies voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen. De instemming van het college is nodig voor de acties die een tussenkomst van de gemeente eisen, meer bepaald de infrastructuurinrichting of de aanstelling van veiligheidspersoneel. De acties van het project nemen de Straatcode in acht.

Art. 25. Het planontwerp wordt vervolgens voor advies voorgelegd aan de bevoegde territoriale commissie voor schoolmobiliteit, samen met het advies van het college en, in voorkomend geval, met zijn instemming.

Art. 26. De Minister die voor schoolvervoer bevoegd is, valideert de procedure voor de uitwerking van het plan en neemt akte van het plan en van de bijgevoegde adviezen.

Art. 27. Met uitzondering van de acties betreffende de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de gemeenten wordt het plan uitgevoerd door elke schoolcommissie, die in voorkomend geval de territoriale commissie om hulp mag verzoeken.

Wat betreft de acties inzake de infrastructuurinrichtingen, wordt het plan door de wegbeheerder uitgevoerd.

Art. 28. Elke schoolcommissie evalueert haar plan jaarlijks en past in voorkomend geval de uit te voeren acties aan. De aanpassingsprocedure is dezelfde als die voor het uitwerken van de artikelen 21 à 27.

Afdeling 3. — Financiering

Art. 29. De Regering bepaalt de voorwaarden en de modaliteiten voor de financiering van de uitwerking en de uitvoering van de plannen inzake schoolverplaatsingen. Ze kan binnen de perken van de begrotingskredieten subsidies verlenen aan publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen voor de uitwerking en de uitvoering van die plannen.

HOOFDSTUK IV. — *Schoolvervoer*

Afdeling 1. — Opdrachten

Art. 30. De Regering staat in voor het vervoer naar vrije keuze van de leerlingen van de scholen die op het grondgebied van het Franse taalgebied gevestigd zijn.

Art. 31. Voorzover de leerling zich niet met zijn eigen middelen naar zijn school kan begeven, kan de Regering onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die ze bepaalt ook instaan voor de organisatie van het vervoer gemakshalve van de leerlingen van de scholen die op het grondgebied van het Franse taalgebied gevestigd zijn. De toegankelijkheid van de school wordt voor elke leerling beoordeeld met inachtneming van de veiligheid, zijn verplaatsingsautonomie en de duur van het traject.

Afdeling 2. — Afwijkingen

Art. 32. Mits gemotiveerd eenstemmig advies van betrokken territoriale commissie voor schoolverplaatsingen, kan de Regering voor één schooljaar de tenlasteneming toestaan van leerlingen van een school die overeenkomstig artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 voldoet aan de erkende keuze van de ouders en die niet het dichtst bij hun woonplaats, verblijfplaats, tehuis of pleeggezin gelegen is.

Die toestemming kan slechts verleend worden om de kost voor de organisatie van het vervoer te drukken zonder de kwaliteit van de dienstverlening te verminderen, of om de dienstverlening te verbeteren zonder de kost van de organisatie te verhogen.

Art. 33. Onverminderd de bepalingen van artikel 2, 8°, van dit decreet, kan de Regering voor het gewoon fundamenteel onderwijs na gemotiveerd eenstemmig advies van betrokken territoriale commissie voor schoolverplaatsingen de tenlasteneming toestaan van leerlingen naar de school van hun keuze, voorzover die school gelegen is binnen een straal die niet groter is dan de redelijke afstand t.o.v. van hun woonplaats. Die tenlasteneming mag wat de mobiliteit betreft niet afbreuk doen aan de organisatie van de vervoerdiensten die in bedoelde zone bestaan.

Afdeling 3. — Organisatie

Art. 34. § 1. De Regering draagt de oprichting en de organisatie van de diensten voor schoolvervoer op aan de territoriaal bevoegde maatschappij van openbaar vervoer.

De respectieve verplichtingen die uit die opdracht voortvloeien liggen vast in een beheersovereenkomst gesloten tussen de Regering, de « Société régionale wallonne du Transport » en de Openbaar Vervoermaatschappij.

§ 2. Het schoolvervoer wordt bij voorrang verzekerd door de bestaande of aangepaste geregelde diensten. Bij gebreke daarvan organiseert de Openbaar Vervoermaatschappij gespecialiseerde geregelde diensten.

Art. 35. § 1. De diensten van de Regering bepalen de toestand van elke leerling overeenkomstig artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 en kenmerken het aangevraagde vervoer op grond van artikel 2 hierboven.

§ 2. Een territoriale commissie voor schoolverplaatsingen kan een bijzonder geval van haar territoriaal ambtsgebied behandelen en de diensten van de Regering verzoeken om de herziening van de beslissing.

§ 3. Als de diensten van de Regering hun standpunt handhaven, kan elk lid van bedoelde territoriale commissie beroep instellen bij de Waalse commissie voor schoolverplaatsingen, die in laatste instantie beslist met inachtneming van artikel 16.

Art. 36. De diensten van de Regering zorgen voor de naleving van de regelgeving en zien erop toe dat de maatschappij voor openbaar vervoer voldoet aan de verplichtingen die de beheersovereenkomst haar oplegt.

Art. 37. De leerlingen die voor schoolvervoer in aanmerking komen worden tijdens het traject begeleid, bijgestaan en gesurveilleerd volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt.

Art. 38. De Regering bepaalt de voorwaarden en de kwalitatieve normen die de gespecialiseerde geregelde vervoerdiensten in acht moten nemen bij de tenlasteneming en het vervoer van leerlingen.

Afdeling 4. — Tarifiering

Art. 39. § 1. De prijs van het schoolvervoer wordt bepaald op grond van het tarief dat de Regering heeft vastgelegd voor het reizigersvervoer op het netwerk van de maatschappijen voor openbaar vervoer. Het zogenoemde leerlingenvervoer gemakshalve wordt georganiseerd zonder de leerlingen vrij te stellen van de betaling van de kosten die gewoonlijk verschuldigd zijn voor het gebruik van het openbaar vervoer.

§ 2. De leerlingen van het bijzonder onderwijs genieten gratis vervoer, met uitzondering van diegenen die de in § 1 bedoelde prijs betalen omdat ze overeenkomstig artikel 32 aan een afwijking onderworpen zijn.

§ 3. De leerlingen van het gewoon onderwijs die in aanmerking komen voor het schoolvervoer naar vrije keuze betalen de prijs bedoeld in § 1 naar rato van het bedrag dat met de redelijke afstand overeenstemt. Deze uitzondering geldt niet voor de leerlingen die voor een afwijking in aanmerking komen en die de in § 1 bedoelde prijs betalen.

§ 4. De Regering bepaalt volgens welke modaliteiten de leerlingen die recht op vervoer hebben, voor dezelfde tariefvoordelen in aanmerking komen als de houders van een schoolabonnement op de reguliere lijnen.

HOOFDSTUK V. — Vergunning

Art. 40. § 1. De exploitatie van een gespecialiseerde geregelde dienst voor schoolvervoer is aan een vergunning onderworpen. De vergunning wordt door de Regering voor hoogstens tien jaar afgegeven aan de territoriaal bevoegde maatschappij voor openbaar vervoer. Ze kan verlengd worden.

§ 2. De maatschappijen voor openbaar vervoer mogen de exploitatie van de gespecialiseerde geregelde diensten voor schoolvervoer verpachten.

§ 3. Een gespecialiseerde geregelde dienst voor schoolvervoer wordt geëxploiteerd overeenkomstig de voorschriften van een lastenboek dat door de Regering is goedgekeurd.

Art. 41. § 1. De vergunning tot exploitatie van een gespecialiseerde geregelde dienst voor schoolvervoer wordt geweigerd of ingetrokken als de leerlingen niet voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor leerlingenvervoer naar eigen keuze of gemakshalve.

De vervoersvergunning wordt niet vereist voor leerlingenvervoer in het kader van de gezinscel of van carpooling.

§ 2. Het organiseren of verrichten van leerlingenvervoer dat niet vergund is in de zin van § 1 wordt gestraft met een dagelijkse boete van 25 à 205 euro. De boete wordt opgelegd met ingang van de kennisgeving van het proces-verbaal bedoeld in § 3 en loopt tot en met de dag waarop de overtreder het gelaakte vervoer niet meer organiseert of verricht.

§ 3. Die overtreding is het voorwerp van een proces-verbaal dat door de ambtenaren die de Regering daartoe aanwijst opmaken binnen drie werkdagen met ingang van de datum van de vaststelling ervan. Het proces-verbaal heeft bewijskracht behoudens bewijs van het tegendeel.

Binnen tien dagen na de datum van het proces-verbaal delen dezelfde ambtenaren een afschrift ervan mee aan de overtreder en aan de door de Regering afgevaardigde ambtenaar.

De overtreder beschikt vanaf de datum van de kennisgeving van het proces-verbaal over vijftien dagen om zijn verweermiddelen te laten gelden.

§ 4. Als de afgevaardigde-ambtenaar acht dat de overtreder zijn rechten niet mag laten gelden, legt hij het bedrag van de boete vast en geeft hij de overtreder kennis van zijn beslissing. De Regering beslist over de verzoeken tot kwijtschelding of vermindering van de overeenkomstig dit artikel opgelegde boeten.

§ 5. De bedragen bedoeld in § 2 worden verdubbeld als een nieuwe overtreding wordt vastgesteld binnen drie jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van het proces-verbaal.

HOOFDSTUK VI. — Slot-, wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 42. De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad jaarlijks een verslag over de toepassing van dit decreet. Ze stuurt een afschrift ervan aan de Waalse en aan de territoriale commissies voor schoolverplaatsingen.

Art. 43. In artikel 43, §§ 1 en 4, eerste lid, van het wetsbesluit van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen uitgevoerd per autobus en autocar, alsmede in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 31 juli 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de afgifte van machtigingen voor de autocardiënten wordt de verwijzing naar de wet van 26 april 1962 betreffende het gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de onderwijsinrichtingen vervangen door de verwijzing naar dit decreet.

Art. 44. De leerlingen die voor het recht op vervoer in aanmerking komen bij de inwerkingtreding van dit decreet mogen na advies van de territoriale commissie dat recht blijven genieten als de bezochte school van karakter verandert wegens toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs.

De leerling van het fundamenteel onderwijs mag dat recht behouden tot het einde van zijn fundamentele studies in dezelfde school.

De leerling van het secundair onderwijs mag dat recht behouden tot het einde van zijn secundaire studies in dezelfde school.

Art. 45. Het decreet van 16 juli 1998 houdende reglementering van het vervoer van leerlingen die de door de Franse Gemeenschap op het grondgebied van het Franse taalgebied georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen bezoeken en het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot bepaling van de territoriale bevoegdheid, de samenwerking en de werking van de Adviescommissies voor schoolvervoer worden opgeheven.

Art. 46. Dit decreet treedt in werking op 1 juni 2004. De termijn van vijf jaar bedoeld in artikel 17 gaat in op 1 juli 2004 voor de commissiesecretarissen die de Regering op die datum aanwijst.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,
Ph. COURARD

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 634 (2003-2004), nrs. 1 tot 11.

Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.

Bespreking, Stemming.